



HAL
open science

De l'exploitation agricole à l'exploitation rurale : nouveaux regards sur l'agriculture des zones de montagne du sud-est espagnol

Javier Calatrava, Samir Sayadi

► To cite this version:

Javier Calatrava, Samir Sayadi. De l'exploitation agricole à l'exploitation rurale : nouveaux regards sur l'agriculture des zones de montagne du sud-est espagnol. Gestion des exploitations et des ressources rurales. : Entreprendre, négocier, évaluer, 31, INRA, 437 p., 1998, Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement, 2-7380-0843-7. hal-02839061

HAL Id: hal-02839061

<https://hal.inrae.fr/hal-02839061>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De l'exploitation agricole à l'exploitation rurale : nouveaux regards sur l'agriculture des zones de montagne du sud-est espagnol

Javier CALATRAVA
Samir SAYADI

Département d'Economie et Sociologie Rurale, CIFA. Apdo. 2027, 18080 Granada (Espagne)
Tél. : (+34) 58.267.311 – Fax : (+34) 58.258.510 – E-mail : javcal@arrakis.es

Résumé

L'agriculture a aujourd'hui un rôle multifonctionnel à jouer dans le développement durable des espaces ruraux. Si cet objectif est aujourd'hui bien établi, sa mise en œuvre pose des problèmes multiples. Cet article rend compte de l'évolution sur 10 ans d'un échantillon de 83 exploitations agricoles de la région de montagne des Hautes Alpujarras. Les résultats montrent qu'il existe, dans cette région, des mécanismes de résistance à la marginalisation dans lesquels trois facteurs jouent un rôle clé : 1) l'augmentation de la taille des exploitations jusqu'à la limite possible selon la disponibilité de la main d'œuvre, 2) le changement de l'orientation productive et des formes de commercialisation et de transformation pour valoriser les produits, et 3) surtout la pratique de l'agriculture à temps partiel, grâce aux activités liées au secteur des services touristiques et de la construction. Les exploitations que l'on peut qualifier de « rurales » résistent mieux que les exploitations purement agricoles. A partir de ce travail et d'études antérieures, les auteurs proposent des lignes d'actions pour favoriser l'intégration équilibrée de l'agriculture dans le processus de développement de la région. Outre les nécessaires subventions, les auteurs insistent ici sur la mise en œuvre d'une stratégie d'éducation et de sensibilisation sociale concernant le rôle de l'agriculture dans les espaces ruraux.

Mots-clés : développement rural, pluriactivité, dynamique des systèmes agricoles, agriculture de montagne, économie des exploitations.

Abstract

From farms to rural enterprises: new views on agriculture in the mountain areas of south-eastern Spain. Agriculture is called on to fulfil a multifunction role in the sustainable development of rural areas. While this objective is widely recognised, its implementation poses a number of problems. The results of a 10-year study to monitor the evolution of a sample of 83 farms in the High Alpujarras mountains of Spain are presented in this article. They show the existence of resistance mechanisms to marginalisation in which 3 factors play a central role: 1) farm size increase to the extreme limits permitted by available workforce; 2) change in production orientations and in forms of product marketing and processing to increase product value, and most importantly 3) part-time farming with off-farm activities in the tourism and building sectors. Farms described as « rural » resist better than the purely agricultural ones. Based on the results of this and prior work, the authors propose action pathways to help foster a balanced integration of farming in the development of the region. Besides the indispensable provision of subsidies, the authors stress the need for an educational strategy and social sensitisation on the role of agriculture in rural areas.

Keywords: rural development, pluriactivity, farming systems dynamics, mountain agriculture, farm economics

Introduction

L'une des caractéristiques de l'évolution récente du monde rural est la diminution de l'importance relative de la production agricole dans le système économique local. Il y a à peine un quart de siècle le mot « agricole » était synonyme de « rural » dans une grande partie des zones rurales européennes ; aujourd'hui, en plus de la perte de cette relation synonymique, on arrive même à parler d'un « divorce rural - agricole » (Guigou et Hullo, 1996). Cette diminution progressive du poids relatif de l'agriculture dans les espaces ruraux est devenue une caractéristique, souhaitable, de son développement, et deux indicateurs de base illustrent bien la situation de ce processus dans chacun des cas concrets : le pourcentage des actifs ruraux qui exercent des activités agricoles, et le pourcentage des revenus ruraux provenant de l'agriculture. Par exemple aux Etats Unis (USA) seulement 10 % des actifs ruraux exercent actuellement des activités agricoles, et à peine 1% des revenus monétaires des familles ayant des exploitations agricoles de petite taille a pour origine l'activité agricole (Etxezarreta, 1983 et 1989) ; ce pourcentage était en 1960 de 75 %, ce qui donne une idée du degré de l'évolution croissante de l'importance de ce qu'aux USA on commençait à dénommer, déjà dans les années soixante dix, le « non-farm rural America ». En Espagne, en 1994, 8 % de la population active travaille dans l'agriculture ; ce pourcentage étant de 23,5 % si on considère seulement les zones rurales. Bien que cette valeur apparaisse encore assez élevée, il faut la considérer dans son contexte dynamique. En effet il y a à peine un quart de siècle (1970) elle était de 63,4 % et seulement une décennie avant, au début de l'industrialisation du pays et de l'exode rural, elle était de 75,10 %. En 1997, à cause de l'effet des politiques de développement rural mises en oeuvre les dernières années, on estime qu'à peine un sur cinq des actifs ruraux espagnols travaille dans l'agriculture comme activité principale.

En ce qui concerne le revenu, bien qu'il n'existe pas de données statistiques

détaillées pour les espaces ruraux espagnols, certaines études réalisées sur des zones de montagne, permettent d'estimer la proportion des revenus agricoles. Par exemple, pour la zone occidentale des Alpujarras, Gonzalez et Calatrava (1992) affirment que, malgré la faible importance de l'industrie et de l'artisanat, moins de 10 % des revenus ruraux ont pour origine l'agriculture, étant donné que les transferts sociaux des capitaux sont la source principale des revenus locaux, suivi des revenus provenant du tourisme et des services.

La perte du poids relatif de l'agriculture dans le système socio-économique des zones rurales est particulièrement sensible lorsqu'il s'agit de zones défavorisées, dans lesquelles les systèmes agricoles présentent un haut degré de marginalisation socio-économique. Cette marginalisation est une conséquence du dépeuplement lié à l'exode rural et des fortes contraintes du milieu physique qui constituent des obstacles à la modernisation de l'agriculture. Ignorés durant plusieurs décennies par les planificateurs des activités du système de Recherche et Développement agricole (R&D), ces systèmes agricoles en crise ne peuvent pas être facilement considérés comme générateurs d'activités prioritaires et sources de revenus dans un processus de développement rural. En conséquence, les politiques modernes d'aide au développement des espaces ruraux, qui encouragent surtout les activités non-agricoles, participent, chaque fois un peu plus, au déclin des systèmes agricoles des zones défavorisées espagnoles. Or, l'agriculture a bien un rôle multifonctionnel (CEE, 1988 ; Allaire, 1996 ; EAAE, 1996 ; INRA, 1996) et notamment celui d'entretenir le territoire. Une perte excessive, voire une disparition complète, de l'agriculture peut donc affecter gravement le système écologique et la durabilité du propre processus de développement.

Quelles sont les potentialités actuelles des exploitations qui pourraient constituer le fondement d'une nouvelle politique de développement agricole ? Telle est la question à laquelle nous tentons de répondre dans cet article. Pour cela, en nous appuyant sur le cas des zones défavorisées des montagnes du Sud-Est

espagnol, nous avons analysé l'évolution des systèmes de production dans les exploitations agricoles et leurs mécanismes de résistance à la marginalisation socio-économique. Les informations ont été recueillies auprès d'un échantillon de 83 exploitations de la région des Hautes Alpujarras.

Après une brève description de la région et une analyse très synthétique des systèmes agricoles, nous aborderons le degré de marginalité des exploitations agricoles et de leur transformation durant la décennie des années quatre-vingts. Nous présenterons ensuite l'analyse de l'information issue de nos enquêtes qui nous permet d'identifier et d'expliquer les mécanismes d'adaptation et de résistance à la marginalisation des exploitations agricoles de la zone entre 1981 et 1992. Nous commenterons plus particulièrement les changements les plus récents (durant les cinq dernières années).

Enfin, sur la base des résultats obtenus, nous proposons des lignes d'actions stratégiques pour favoriser l'intégration équilibrée de l'agriculture dans le développement rural de la région.

1. Région d'étude et brève description de ses systèmes agricoles

La zone étudiée des Hautes Alpujarras grenadine fait partie d'une unité naturelle plus grande : Las Alpujarras, région typique de la haute montagne de la péninsule ibérique penibétique. La zone est en majeure partie située à une altitude supérieure à 1000 m et présente de fortes pentes. Le relief et la rigueur du climat ont permis le développement des systèmes agro-pastoraux traditionnels sans culture mécanisée, puisque dans sa plus grande partie, la zone présente des pentes supérieures à 20 %.

La population dans les Hautes Alpujarras grenadine, en 1990, (Sima, 1995) est de 12 532 habitants sur 85 324 hectares, soit une densité de population de 15 hab./km², l'une des plus faibles

d'Andalousie. La population, dont le rythme de croissance a été modéré depuis le début du siècle, a atteint en 1950 le nombre de 27 398 habitants et a commencé à décroître à partir du milieu des années cinquante. Ce processus s'est accéléré de façon alarmante durant les deux décennies suivantes en liaison avec l'exode rural massif. L'exode des Alpujarras a été si fort qu'entre 1960 et 1975, le taux de dépeuplement moyen sur ce territoire était de 3,7 % par an (de loin le plus élevé de l'Andalousie). L'exode en masse explique la situation de vieillissement de la population ainsi que la marginalisation relative des systèmes socio-économique et culturel de cette zone. C'est évidemment le secteur agricole qui a du supporter les effets de cet exode puisqu'il était, à cette époque, pratiquement l'unique source de revenu.

On trouvera des informations détaillées sur le système agricole dans les Hautes Alpujarras dans les articles de Navarro (1981) ; Mignon (1982) ; Calatrava et Molero (1983) ; Calatrava et Gonzalez (1992) ; Sayadi et Calatrava (1995).

Les exploitations agricoles de la région sont très hétérogènes et l'orientation actuelle de la production est, en fait, la conséquence de la « dégradation » des systèmes de production traditionnels avant 1950 ; et qui étaient :

(i) Polycultures irriguées : Des plaines fertiles « Vega » (Céréales d'hiver et maïs /horticulture/ légumineuses et tubercules/arboriculture) et d'altitude (généralement orge/seigle-pomme de terre).

(ii) Cultures en sec : Des céréales (rares actuellement, vigne, figuier, amandier).

(iii) Elevage associé à l'agriculture : ovin, caprin et bovin, un peu d'élevage porcin familial.

(iv) Elevage faiblement associé à l'agriculture : ovin transhumant.

C'est ainsi plus une agriculture en polyculture méditerranéenne qu'une agriculture de montagne (Mignon, 1982) avec toujours certaines contraintes climatiques. L'habitant des hautes vallées des Alpujarras, « Alpujarreño », est ainsi un « méditerranéen qui habite la montagne ». Ce système agricole a été transformé suite à la réduction drastique de la population et, par conséquent, de la

main d'oeuvre disponible et à la diminution de l'autoconsommation du fait des changements des habitudes alimentaires de la population rurale, au cours de ce dernier quart de siècle et des transformations du marché. On assiste :

(i) à l'abandon des activités agricoles d'une partie de la terre cultivée antérieurement.

(ii) au déclin de l'élevage de montagne : Diminution du pâturage estival d'altitude, disparition de l'élevage basé sur la force du travail salariée, début du pâturage transhumant en hivers vers les montagnes littorales, aujourd'hui encore réduit et très limité.

(iii) au déclin de la petite polyculture de « Vega » : Réduction drastique (pratiquement disparition complète) des céréales et une légère augmentation de l'horticulture, des cultures fourragères et des pâturages.

La fréquence croissante des incendies et l'ampleur des phénomènes érosifs sont, au moins en partie, les conséquences visibles sur le milieu de ces changements.

Structure agricole de la région

Selon le dernier Recensement Agricole Général d'Agriculture en Espagne en 1989 (Sima, 1995), l'ensemble de la région qui couvre 85 324 hectares, possède 5236 exploitations

La répartition de la terre est très déséquilibrée. Au total, 71,60 % des exploitations a moins de 5 hectares de SAU, et n'occupe que 8,5 % du territoire. Les micro-exploitations de moins de 1 hectare représentent un quart du total. A l'autre extrême, 1,69 % des exploitants occupent, avec des fermes de plus de 50 hectares, 69 % des terres.

Plus de la moitié des paysans sont âgés de plus de 50 ans, ce qui est en rapport avec la nature traditionnelle des fermes.

En outre, la structure actuelle de la population active est suffisamment éloquente : Agriculture 56 %, industrie 6 %, services et construction 38 %. Ces chiffres mettent en évidence d'une part, la faiblesse des activités industrielles dans la région et le développement du

secteur des services (voir le tourisme rural et d'autres activités) et de la construction, enregistré depuis 1981. Bien que, d'après les Recensements officiels, l'agriculture semble être encore un secteur économique assez important, il faut préciser que le pourcentage de 56 % des actifs agricoles inclut beaucoup des paysans titulaires des exploitations déjà abandonnées, ou sans activités commerciales, qui cependant, sont généralement identifiés comme étant des actifs agricoles. On en comptait 70 % il y a 10 ans.

En ce qui concerne, les productions dominantes au sein de ces exploitations, les systèmes de production sont similaires à ceux décrits antérieurement ; néanmoins ils varient légèrement selon l'altitude. L'élevage est l'activité dominante sur les « hauts », l'horticulture dans les zones intermédiaires, et l'horticulture associée à l'arboriculture dans les terres des « basses ». Dans la partie orientale de la région, l'arboriculture devient l'activité principale. Les cultures sont en général irriguées ; néanmoins, certaines parcelles sont conduites en sec.

2. Approche méthodologique du suivi

L'étude est basée sur des informations détaillées, obtenues à partir d'une enquête réalisée en 1981 auprès d'un échantillon de 83 exploitations pour déterminer les processus de production, la gestion des facteurs de production ainsi que l'utilisation des produits obtenus (Calatrava et Molero, 1983). L'échantillon a été effectué au hasard, suite à un premier échantillonnage aléatoire de certaines municipalités. La taille des exploitations étudiées est très variable avec des surfaces qui oscillent entre 0,7 et 172 hectares. L'échantillon a été stratifié par rapport à la taille des exploitations à partir des résultats du Recensement Général de l'Agriculture effectué en 1989.

La distribution de l'âge des chefs des exploitations est également conforme à celle donnée par le Recensement ($\alpha \leq 0,01$) (Tableau 1).

Age	Nbre d'Exploitation	% du total
< 35 ans	6	7,23
35 - 54	29	34,94
55 - 65	27	32,53
65	21	25,30
	83	100

Tableau 1 : Répartition des exploitations enquêtées en fonction de l'âge de l'exploitant

Cinquante neuf chefs d'exploitations (71 %) pratiquent en 1981 l'agriculture à temps partiel, bien que pour 43 d'entre eux (73 %) l'agriculture représente l'activité principale en terme de revenu. Ceci indique le degré assez élevé des activités extra-agricoles dans les Hautes Alparras à la fin des années 70, deux décennies après le début de l'exode rural. Le développement des services liés, surtout, aux activités touristiques est à l'origine du développement assez précoce d'une économie extra-agricole dans la région (en comparaison à d'autres zones rurales espagnoles). A cette époque, le tourisme est en majeure partie un tourisme de "retour" (Gonzalez et Calatrava, 1992).

Les orientations productives commerciales des 83 exploitations sont données dans le tableau 2.

Orientations productives	Nbre d'Exploitations
Horticulture - élevage	27
Cultures horticoles diverses	22
Horticulture - arboriculture - élevage	9
Arboriculture	8
Elevage	7
Horticulture - arboriculture	3
Amandier - culture fourragère	3
Arboriculture - élevage	1

Tableau 2 : Répartition des exploitations enquêtées selon leur orientation productive

Toutefois, les exploitations pratiquent toujours certaines activités d'élevage destinées à l'autoconsommation du ménage ; elles réservent donc une partie de la terre pour la production fourragère, qui fait partie souvent des cultures du petit champ du ménage « la huerta » (parcelles cultivées adossées aux bâtiments). Les exploitations de plus de 10 hectares ont presque toujours des terres labourables et d'autres destinées aux pâturages.

Les indicateurs suivants ont été calculés pour chaque exploitation :

Tp = Valeur du travail rémunéré (familial ou salarié)

Ti = Valeur (au prix du marché) du travail échangé « tornapeon »¹

Tf = Valeur (au prix du marché) du travail de l'exploitant ou des aides familiales non rémunérées

P = Reste des paiements (dépenses) au titre des biens ou des services imputables aux cultures ou à la totalité de la ferme

V = Valeur des produits vendus

A = Produits autoconsommés évalués au prix du marché (consommé par la famille, donnés, échangés, etc.)

S = Surface totale de l'exploitation en hectare

Tous les produits sont évalués en pesetas de 1981.

Nous connaissons aussi l'existence d'activités familiales non agricoles, au début et à la fin de la période 1981-1991.

Nous en déduisons les flux monétaires de la caisse de l'exploitation :

$$\Delta_1 = V - (P + T_p)$$

De même, un Indice de Marginalité

$$I_m' = \frac{\Delta_1}{T_i + T_f}$$

¹ C'est une sorte d'échange du travail agricole, caractéristique de la région dans laquelle la main d'oeuvre salariée dans le secteur agricole, au sens classique du terme est assez fréquente. Le "tornapeón", généralisé avant l'exode rural, est aujourd'hui une pratique en déclin.

pour lequel T_i et T_f sont évalués au prix du marché du travail pour la main d'œuvre agricole. Cette indice ne considère pas l'autoconsommation (A) comme des recettes de la ferme. La considération de A conduit à déterminer Δ_2 :

$$\Delta_2 = (V + A) - (P + T_p) = \Delta_1 + A$$

puis, on a défini un « Indice de Stricte Marginalité » I_m :

$$I_m = \frac{\Delta_2}{T_i + T_f}$$

Cette évaluation de t_i et t_f , au prix du marché du travail, est certes discutable du point de vue de la résistance à la marginalisation, mais il est difficile de connaître le « coût d'opportunité ». Le prix du marché est considéré ici comme étant une référence pour définir la situation de sous-emploi, même si cette situation peut être considérée comme étant « inévitablement acceptable » par la population active agricole vu le manque d'alternatives (Calatrava et Sayadi, 1997)

Nous associons le concept de marginalisation de l'activité agricole avec l'indice I_m qui représente, en quelque sorte, le degré du chômage déguisé. Nous qualifions comme « Exploitations strictement marginales », les exploitations qui ne rémunèrent pas la main d'œuvre familiale au prix du marché de la force de travail agricole. L'autoconsommation est alors évaluée en tant que recettes et estimée au prix du marché ($I_m < 1$).

Lorsque $I_m \geq 1$ et $I_m' < 1$, la marginalité n'existe pas au sens strict, mais les recettes monétaires de l'exploitation (hors autoconsommation) ne couvrent pas le paiement de la main d'œuvre (y compris la main d'œuvre familiale), évaluée sur la base des prix du marché agricole. Calatrava et Sayadi, (1996) présentent à partir des variables antérieurement définies, une typologie des situations de marginalité des exploitations de la région.

Dans une deuxième phase, en 1992, nous avons vérifié l'existence et le fonctionnement des exploitations étudiées

en 1981. L'analyse a porté sur 77 exploitations des 83 enquêtées initialement.

Les données ont été analysées par la méthode de la régression "Probit bino-mial". Pour le modèle Probit, la variable « agriculture à temps partiel » a été introduite de la manière suivante :

N = agriculteur qui n'est pas à temps partiel

Y = agriculteur à temps partiel

Pour spécifier le modèle, la définition des différents niveaux de cette variable a été la suivante :

NN = agriculteur qui n'est pas à temps partiel ni en 1981 ni en 1992

NY = agriculteur qui n'est pas à temps partiel ni en 1981, mais c'est devenu en 1992

YY = agriculteur à temps partiel aux deux dates.

La situation YN n'a pas été rencontrée. Pour estimer le modèle Probit, notre niveau de référence a été le cas YY. A été considérée comme agriculture à temps partiel, le cas où le chef d'exploitation et/ou les aides familiales permanentes (ou très fréquentes) liées à la ferme, réalisent, en plus, une autre activité économique rémunérée. Nous avons exclu de l'agriculture à temps partiel les cas de perception des virements sociaux du capital de la part des membres de l'unité familiale ; ce qui aurait conduit, en effet, à considérer que toutes les exploitations des Alpujarras sont des fermes à agriculture à temps partiel.

3. Résultats et discussions

La majorité (71 %) des exploitations n'avaient pas, en 1981, une capacité financière suffisante pour rémunérer la main d'œuvre employée dans la ferme au prix du marché du travail, même en considérant l'autoconsommation (Tableau 3).

I_m	N	%
< 0,5	38	45,78
0,5 - 1,0	21	25,30
1,0 - 1,5	5	6,03
1,5 - 2,0	5	6,03
2	14	16,86
	83	100

Tableau 3 : Distribution des exploitations selon leur valeur de I_m .

Le coefficient I_m est, en fait, en relation avec le niveau de rémunération de la main d'œuvre familiale employée en agriculture.

Ces résultats mettent en lumière la situation critique des exploitations des Alpujarras en 1981. On peut se demander si le maintien de la majorité d'entre elles ne s'explique pas principalement une certaine inertie culturelle et le manque d'alternatives du travail pour une population agricole, souvent vieillie et faiblement préparée à exercer d'autres types d'activités.

D'autre part, selon les résultats de l'enquête de 1981, la distribution en pourcentage de l'indice I_m est exactement la même que celle de l'indice I_m . Plus des trois quarts de ces exploitations n'ont pas de recettes monétaires suffisantes (sans tenir compte de la valeur des produits autoconsommés) pour payer la force de travail au prix du marché.

Ceci montre que les produits autoconsommés (pratiquement inexistantes au sein des exploitations de taille plus importante) n'ont pas un effet considérable sur la marginalité des exploitations ayant une valeur de $I_m > 1,5$. On remarque d'autre part, le dualisme qui se manifeste au sein des exploitations des Alpujarras : d'un côté 80 % des exploitations marginalisées (en termes financiers stricts), de l'autre 20 % qui génèrent des disponibilités supérieures aux valeurs de la force de travail salarié et familial.

Il existe aussi une relation entre l'indice de marginalité I_m et la superficie des exploitations (S), avec un faible

coefficient de corrélation (de 0,6, $\leq 0,001$) (voir Calatrava et Sayadi, 1996). Cette constatation, qui est en fait assez logique, indique la relation inverse entre le niveau du chômage déguisé des agriculteurs des hautes Alpujarras et la taille de l'exploitation. En outre, l'indice I_m présente une relation de dépendance significative avec l'agriculture à temps partiel en 1981 (Tableau 4).

	Coefficient	Valeur de t
Constante	- 0.2382 (*)	- 1.391
I_m	0.5526 (***)	2.893
S	0.2995 (*)	1.452
NN	- 0.6319 (***)	- 3.182
NY	0.2348 (NS)	0.918

Tableau 4 : Estimateurs du modèle Probit

R.V. (Raison de Vraisemblance) : 32.6

P.C.C. (pourcentage de classification correcte) : 67.5%

Sig. $P \leq 0.10$

** Sig. $P \leq 0.05$

*** Sig. $P \leq 0.01$

NS Non Significatif

4. Conclusions et perspectives

Cette étude nous a permis d'identifier trois éléments moteur de la résistance à la marginalisation des exploitations agricoles :

- l'augmentation de la taille des exploitations dans la limite imposée par la disponibilité en main d'œuvre,
- le changement de l'orientation productive ou de la forme de commercialisation et de transformation pour valoriser les produits agricoles
- la pratique de l'agriculture à temps partiel, surtout grâce aux activités liées au secteur des services touristiques et de la construction.

Les conditions de milieu des Alpujarras sont telles que seules les exploitations de taille relativement grandes sont viables. En fait, pour agrandir leur exploitation, les agriculteurs de cette région

réutilisent des terres de collines et de moyenne montagne, abandonnées par les activités agricoles traditionnelles (généralement des cultures sur terrasses). Mais le marché local de la terre n'est pas suffisamment actif et pour résoudre ce problème, il faudrait mettre en place une législation foncière propre à la région.

Le niveau de « résistance à la marginalité » des exploitations dépend aussi du niveau de formation des agriculteurs et de leur degré de coopératisme. Dans presque la totalité des cas étudiés, ce niveau de résistance se manifeste par une transformation des exploitations à vocation purement agricole en des exploitations que l'on peut appeler rurales, avec des activités agricoles et non-agricoles au sein de l'unité « famille-exploitation ».

Ce mouvement de résistance des exploitations n'est actuellement pas favorisé par les politiques de développement local. Il reste nécessaire de mettre en œuvre un plan stratégique spécifique pour le maintien de l'agriculture. Or, les perspectives sont fortement liées d'une part aux modifications de la fonction productive du système agricole, et d'autre part, à la valorisation socio-économique des autres fonctions de l'agriculture dans l'espace rural. Si l'on veut développer durablement la zone, c'est tout un ensemble d'actions qui sont à entreprendre pour permettre une reconversion du système agricole actuel et l'amener à exprimer tout son potentiel. En ce qui concerne l'orientation productive du système, toutes les voies n'ont pas encore été prospectées mais la région des Hautes Alpujarras est riche en potentialités à condition de choisir les productions adaptées à la diversité de ses zones bioclimatiques. Citons : l'huile d'olive qui, dans la région de Grenade notamment, pourrait faire l'objet d'un plan d'amélioration, la production de semences horticoles, l'horticulture biologique, la production de fruits rouges ou encore de châtaignes et de noix, l'élevage ovin, caprin et porcin qui devrait être encouragé, la fabrication de fromage et de charcuterie, l'arboriculture aussi bien pour l'autoconsommation que pour la consommation touristique, l'apiculture... La vigne et la

culture d'amandiers, qui caractérisent surtout la région de la Contraviesa, et qui sont aussi localisés dans les zones du Sud-Est de la Haute Alpujarra grenadine, peuvent constituer des débouchés intéressants à condition qu'ils soient produits en quantité suffisante pour permettre une commercialisation de vin, d'eau-de-vie, et la fabrication de confiture et de pâtisseries artisanales. La culture du figuier peut s'avérer également intéressante dans des quelques zones bien déterminées de la région. Il en va de même pour les activités forestières de production et de conservation, qui, dans certaines zones, pourraient être étendues et rationalisées .

La plupart des propositions d'actions cités ci-dessus sont traitées dans d'autres travaux (Calatrava et Navarro, 1985 ; Sayadi et Calatrava, 1995 ; Calatrava et Sayadi, 1996, Calatrava, 1997). Pour mettre en œuvre de telles actions, il faut que le secteur public intervienne. Des innovations institutionnelles (des subventions notamment) sont en effet urgentes et il est nécessaire de développer une stratégie d'éducation et de sensibilisation sociale concernant le rôle de l'agriculture dans les espaces ruraux. Les voies les plus prometteuses nous paraissent être les suivantes :

- a) La valorisation et l'internalisation des externalités environnementales positives du système agricole.
- b) L'élaboration des mesures spécifiques pour préserver l'environnement des vallées des Alpujarras. La récupération, notamment, des anciens réseaux d'irrigation qui permettent la circulation de l'eau dans les parcelles en altitude participerait à maintenir le beau paysage de la région.
- c) La revalorisation sociale des professions agricoles et de tout ce qui est en relation avec l'agriculture, au sein du système culturel local.

Pour améliorer à la fois la rentabilité totale, l'efficacité et la durabilité économique et environnementale du système agricole local, il est crucial de pouvoir jumeler des connaissances locales et des innovations technologiques adaptables. Seul un programme de recherche et d'expérimentation qui soit

participatif peut ainsi déterminer les possibilités agricoles de la zone. Il faut pour cela, bien sûr que la trilogie Recherche-Vulgarisation-Agriculteur fonctionne bien. Nous n'en sommes malheureusement pas là car les politiques actuelles R&D agricole au niveau national et, plus encore au niveau régional, ne sont pas adaptées.

En conséquence, un plan spécifique de récupération et de modernisation, à moyen et long terme, du système agricole des Hautes Alpujarras, devient une nécessité absolue pour assurer le développement endogène, intégral et durable de la zone. Les éléments stratégiques que nous avons proposés ci-dessus pourraient constituer la base de ce plan, en complément d'autres actions institutionnelles en cours dans la région. Insistons sur le fait que l'intervention publique devra être nécessairement importante, non seulement à cause de la difficulté de la population locale à exécuter par elle-même la majeure partie des actions visées, mais, aussi, du fait que ce plan devra largement tenir compte des fonctions non directement productives de l'agriculture, ce qui n'ira que sous des importants changements au niveau institutionnel.

Bibliographie

- Allaire G.**, 1996. *Transformation des systèmes d'innovation : Réflexions à partir des nouvelles fonctions de l'agriculture*. Colloque « Nouvelles Fonctions de l'agriculture et de l'espace rural. Enjeux et défis identifiés par la recherche ». INRA. Actes du colloque de Toulouse, 17-18 décembre. G. Allaire, B. Hubert et A. Langlet, (Eds) : 27-57.
- Calatrava J.**, 1995. *Actividad agraria y sustentabilidad en el desarrollo rural : el papel de la investigación/extensión con enfoque sistémico*. In : Ramos y Cruz : hacia un nuevo sistema rural. MAPA. Serie Estudios : 303-329.
- Calatrava J.**, 1997. *Los sistemas agrarios en el desarrollo rural : El caso de La Alpujarra Alta*. 1^a Conferencia sobre La Alpujarra, recursos naturales y conservación : 21-35
- Calatrava J., Gonzalez M.C.**, 1992. From the crisis of the agricultural systems to an unbalanced local development : the case of the westerns Alpujarras. In : *European Studies on Rural Development*. Univ. de Wageningen (The Netherlands).
- Calatrava J., Molero J.**, 1983. Consideraciones sobre la aplicabilidad de las directrices socio-estructurales agrarias de la CEE a la depresión penibética de Las Alpujarras ». *Annales de l'Institut Nacional de Investigaciones Agrarias*. Serie Economía y Sociología Agraria, (7) : 119-165.
- Calatrava J, Navarro L.**, 1985. Reflexiones en torno al concepto de pluriactividad : Análisis de su realidad en las familias agrarias de los territorios montañosos de la Penibética. Colloque Agricultura y Desarrollo Rural en Zonas de Montaña. Granada (Espagne), novembre, 19 p.
- Calatrava J., Sayadi S.**, 1996. Farmers underemployment and farm economic sustainability in depressed mountains areas of southeastern of Spain : a quantitative analysis. VIII European Congress of Association of Agricultural Economists (Edinburgh). Redefining the roles for European agriculture. 3/7 September, 11 p.
- Calatrava J., Sayadi S.**, 1997. *Economic marginality, social depreciation of agriculture and disappearance of farming in depressed areas in south-eastern Spain*. XXIII International Conference of Agricultural Economic. August 10-16, Sacramento, 12 p.
- Communauté Européenne**, 1988. L'avenir du monde rural. *Bulletin des communautés européennes*, supplément 4/88.
- EAAE**, 1996. *Redefining the Roles for European Agriculture*. VIII Congress of European Association of Agricultural Economists, 207 p.
- Etxezarreta M.**, 1983. *La agricultura insuficiente*. MAPA. Serie Estudios. 442 p.
- Etxezarreta M.**, 1989. El desarrollo rural : una aproximación a planteamientos actuales. *Corintios* XIII n° 52, Octubre/décembre : 79 - 109.
- Gonzalez M.,C., Calatrava J.**, 1992. *El turismo rural como factor de resistencia a la marginalidad en Las Alpujarras Altas Occidentales*. RED MEDEF. Estudio CEE VI, 262 p.

Guigou J.L., Hullo P., 1996. *L'agriculture et le rural. Un divorce en perspective*. Colloque « Nouvelles Fonctions de l'agriculture et de l'espace rural. Enjeux et défis identifiés par la recherche » : 113-118.

INRA, 1996. *Nouvelles Fonctions de l'agriculture et de l'espace rural. Enjeux et défis identifiés par la recherche*. INRA. Actes du colloque de Toulouse (France), 17-18 décembre. G. Allaire ; B. Hubert et A. Langlet (Eds) : (1) 313 p, (2)

JUNTA DE ANDALUCIA ; AFSRE, 1996. *Technical and Social Systems Approaches for Sustainable Rural Development*. Proceeding of the Second European Symposium on Rural and Farming Systems Research, 27/29 mars, Granada (Espagne).

Mignon CH., 1982. *Campos y campesinos de Andalucía Mediterránea*. MAPA. Serie Estudios.

Navarro P., 1981. *Tratadillo de agricultura popular*. Ed. Ariel. Barcelona, 219 p.

Sayadi S. ; Calatrava J., 1995. Evolución y transformación de los sistemas agrarios en la Alpujarra Alta Oriental. DESA, Document de Travail n° 46, 64 p. + annexes.

SIMA, 1995. Servicio de Información Municipal de Andalucía. IEA. Instituto de Estadística de Andalucía.